

## Déclaration liminaire CTL du 09/09/2022

Monsieur le Président,

Dérèglements climatiques, crise énergétique, inflation, tensions géopolitiques, guerre en Ukraine, ...

Après un été caniculaire qui a confirmé que les effets du changement climatique étaient bien réels et déjà palpables, les nuages s'amoncellent en cette rentrée 2022, en France et dans le monde.

Les défis sont gigantesques.

Pour y faire face, le Président de la République a appelé, lors de l'ouverture du Conseil des ministres de la rentrée 2022, à la fin de l'abondance, de l'insouciance et de la démagogie en se tournant vers une grande rupture.

Nous annonçait-il enfin le monde d'après ? Une meilleure répartition des richesses, l'abandon de la théorie fumeuse du ruissellement, un impôt plus progressif tenant compte de la faculté contributive de chacun ?

Hélas non.

A peine esquissée la taxation des superprofits a été enterrée par nos ministres lors de l'université du Medef (on ne froisse pas ses amis politiques). La baisse des impôts des entreprises a au contraire été confirmée par le biais de la suppression de la CVAE.

Pas de souci pour Total, même si la société fait tellement de bénéfices qu'elle n'arrive plus à tout défiscaliser, elle continuera à payer toujours moins d'impôts en France et à verser toujours plus de dividendes sous-taxés à ses actionnaires.

Peu importe qu'un récent article publié par les économistes Charles Boissel et Adrien Matray, dans l'American Economic Review, démontre que taxer davantage les dividendes incite les entreprises à investir sans augmenter le coût du capital et est donc bénéfique pour l'économie.

La fin de « l'abondance, de l'insouciance et de la démagogie », dites-vous ? Mais pour qui ? Certainement pas pour les grands groupes ni les plus fortunés.

Les efforts, c'est aux autres qu'on les demande.

Fidèle à ses orientations libérales le gouvernement a une nouvelle fois fait état de son obsession pour la réduction des dépenses publiques.

Enfin pas toutes. On ne touche pas aux aides aux entreprises ni aux crédits d'impôt à l'utilité douteuse comme le fameux et très coûteux crédit impôt recherche.

Au programme, donc : réformes des retraites, de l'assurance-chômage et du RSA, sans oublier les bonnes vieilles suppressions d'emplois dans les administrations « exemplaires ».

Concernant la crise sanitaire, la promesse de tirer tous les enseignements a également vite été enterrée : pour s'en convaincre il n'y a qu'à voir combien on entasse aujourd'hui les collègues dans des espaces de plus en plus réduits au mépris de toute considération sanitaire.

Dans le même ordre d'idée, nous serons bientôt appelés à être les victimes et les instruments de l'entreprise de green-washing du Président Macron. Plutôt que d'investir pour améliorer les caractéristiques de nos bâtiments, pour les rendre durablement moins énergivores (par l'isolation ou la végétalisation par exemple) ... le Gouvernement semble davantage disposé à nous faire payer le prix d'une « sobriété énergétique », notamment par un recours au télétravail qui pourrait nous être imposé, qui semble bien peu dictée par une prise de conscience écologique sincère.

Sans vouloir sombrer dans la démagogie qui semble heurter son principal adepte, nous ne pouvons que nous étonner qu'on puisse faire peser sur les fonctionnaires le poids de cette sobriété énergétique quand les moteurs des voitures de fonction des ministres ont tourné à plein régime cet été, notamment pendant les conseils des ministres, pour le confort de ces messieurs dames. Quelle exemplarité !

Concernant l'inflation, elle devrait approcher les 7 % en septembre, toute politique de revalorisation générale des salaires étant rejetée.

Pour les fonctionnaires qui subissent depuis des années les politiques d'austérité, le point d'indice n'est revalorisé que de 3,5 %. Et à la DGFIP, rien n'est prévu pour notre régime indemnitaire

La fin de l'abondance, de l'insouciance et de la démagogie, dites-vous ?

Pour reprendre les termes du Président de la République :

"Il est facile de promettre tout et n'importe quoi, parfois de dire tout et n'importe quoi. Ne cédon pas à ces tentations, c'est celle de la démagogie. Elles fleurissent dans toutes les démocraties aujourd'hui, dans un monde complexe qui fait peur. Ça peut toujours sembler séduisant de dire ce que les gens veulent entendre (...) mais il faut d'abord raisonner en se demandant si c'est efficace et utile".

À un bref instant, très bref instant, nous aurions pu penser qu'il allait nous annoncer la fin du NRP qui dégrade nos missions avec ses fausses promesses de proximité et de « relocalisation » des services publics. Idéalistes, nous aurions même voulu croire qu'il s'orientait vers un renforcement de notre administration qui a pour mission d'assurer les recettes publiques, contrôler les dépenses et de tenir justement les comptes publics. Missions fort utiles en temps d'endettement et de crises.

Mais ce ne fut bien évidemment pas le cas, et les sujets à l'ordre du jour de ce CTL le démontrent. Poursuite des opérations du NRP parisien malgré ses effets dévastateurs et transfert des taxes d'urbanisme à notre administration sans les moyens suffisants pour en assurer la gestion et sans que le mot « contrôle » ne soit indiqué une seule fois dans vos documents si ce n'est pour dire qu'elles étaient contrôlées jusque-là par les directions départementales des territoires et de la mer.

Nous reviendrons plus précisément sur ces sujets au cours du CTL.